

Vivre du lait

Bassin laitier Charentes-Poitou

Bulletin des éleveurs bovins et caprins N°6

Décembre 2009



L'édito



“La situation est grave mais pas désespérée”.

Dans un contexte de dérégulation, la consommation européenne résiste bien à la crise économique et les systèmes d'élevage français ne sont pas hors jeu de la compétition.

L'expérience des mois écoulés nous montre que la maîtrise des charges reste un enjeu majeur.

Pour les coûts fixes, les charges d'investissement en bâtiments et en mécanisation sont à bien dimensionner en fonction de son projet et des possibilités qui s'offrent à nous.

Pour les coûts variables en partie liés au système d'exploitation et à l'intensification, c'est surtout l'efficacité technique qui fait la différence !

Nous disposons en agriculture d'un bon réseau de compétences disponibles pour nous accompagner dans nos réflexions et réaliser des simulations pour éclairer nos choix, c'est une chance d'autant plus que ces organismes ont été créés par les éleveurs collectivement et sont administrés par eux.

«Quelle que soit la taille de l'exploitation et l'âge du capitaine, ce sont essentiellement l'efficacité technique et les choix de gestion qui rendront les exploitations pérennes.»

Jean Claude GUESDON

(Economiste au GEB – Institut de l'Élevage).

Alain NASSERON

Président de la Fédération Régionale des Contrôles Laitiers Poitou-Charentes

Résultats économiques et coûts de production



Quelles évolutions des résultats économiques en 2008 dans les fermes du Réseau Bovins Lait Poitou-Charentes ?

Pour 2008, le constat est le même quel que soit le système. Malgré une hausse du produit global de l'exploitation (+ 18 000 € en moyenne sur le réseau) liée à la conjoncture laitière et au quasi-maintien des produits de l'atelier céréales (meilleurs rendements, quasi maintien des prix sauf en maïs et compléments de prix élevés de 2007), l'EBE baisse en moyenne de 10 000 € sur le réseau à échantillon constant.

Les charges ont donc progressé de façon encore plus importante que les produits : + 29 000 €.

Les incitations à produire du lait ont pesé plus lourd dans le choix des éleveurs que la hausse du prix des intrants (concentrés, engrais, aliments, semences, carburant...). Le prix moyen des aliments a augmenté de 43 €/T avec des quantités par vache équivalentes et une productivité laitière en légère baisse. Sur les 17 000 € de recette laitière en plus (hausse du prix et des livraisons), la moitié est déjà redépensée dans les achats supplémentaires d'aliment.

“Piloter” son atelier laitier dans des conditions si changeantes (conjoncture, climat) n'est pas évident. Mais mieux connaître son coût de production permet de raisonner ses choix et sa stratégie car on connaît alors ses forces, ses faiblesses et ses marges de progrès.



Comparez vos résultats aux fiches repères 2008-2009 du Réseau Bovins Lait Poitou-Charentes, disponibles auprès de votre Chambre d'Agriculture et Contrôle Laitier.

	2007	2008
UMO (main d'œuvre totale)	2,4	2,5
Quota (L)	504 000	531 000
Lait vendu (L)	480 000	506 000
nombre de VL	62	66
SAU (ha)	127	130
SFP (ha)	66	70
Prix du lait (/1000 L)	320	338
Lait vendu (L/ VL)	7 744	7 666
Quantité de CC kg/VL	2 197	2 210
Coût de CC (€/1000 L)	69	83
Prix du concentré (€/T)	247	290
Quantité N maïs (kgN/ha)	90	97
Charges engrais (€/ha)	80	105
Produit global ()	289 000	307 000
Charges opérationnelles (€)	80 600	99 500
Charges structure (€)	89 300	99 200
EBE (€)	119 000	108 000
EBE/PB	41%	35%
Annuités (€)	39 900	37 200
Disponible / UMOF	35 400	28 700

Pour 2009, le différentiel de prix du lait par rapport à 2008 devrait être de 60 à 65 €/1000 L soit pour des livraisons équivalentes à 2008 : 31 600 € de recettes en moins alors que les charges sont restées élevées.

En prenant en compte uniquement la baisse du prix du lait, c'est la moitié du revenu disponible de chaque associé qui disparaît !

Et ce n'est pas cette année que la conjoncture céréalière a pu atténuer la tendance, au contraire.

Dans cette configuration, ce sont les systèmes intensifs qui malgré une productivité du travail supérieure sont les plus fragilisés.



Coûts de production du lait 2008

Alors que les produits 2008 sont semblables entre systèmes, c'est au niveau des charges que les écarts se creusent.

Les systèmes "maxi-stocks", plus intensifs, ont des coûts de concentré en moyenne de 95 €/1000 L (83 €/1000 L en 2007) alors que les systèmes plus herbagers sont à 67 €/1000 L (50 €/1000 L en 2007).

Le coût des fourrages suit la même tendance du fait de l'augmentation du prix des engrais et des semences alors que pour les frais vétérinaire la fourchette se resserre compte tenu de l'effet de la productivité laitière.

Au final la marge brute 2008 reste identique à celle de 2007 dans les systèmes silo-fermés et elle baisse de 3 à 5 €/1000 L dans les autres systèmes alors que l'atelier laitier bénéficie d'une hausse du prix du lait de près de 20 €/1000 L.

C'est bien l'efficacité de l'exploitation, c'est à dire la marge dégagée avec un produit donné, qui chute et ce sont logiquement les systèmes les plus intensifs et donc gourmands en intrants qui en subissent le plus les conséquences. Ramenée au niveau global de l'exploitation, la plus grande productivité de ces systèmes associée à la présence d'un atelier culture encore rémunérateur pour beaucoup en 2008, permet de garder un revenu disponible supérieur : 35 000 €/UMO contre 31 000 €/UMO pour les systèmes maïs-herbe et 26 000 €/UMO pour les systèmes "silos fermés" (sans atelier céréales et avec moins de lait/UMO).

Affectation des charges de structure

A l'inverse des charges opérationnelles, les charges de structure réaffectées à l'atelier laitier sont plus élevées pour les systèmes "silos fermés". Les amortissements sont divisés par un litrage inférieur et il n'y a pas d'atelier cultures permettant de diluer le coût du matériel.

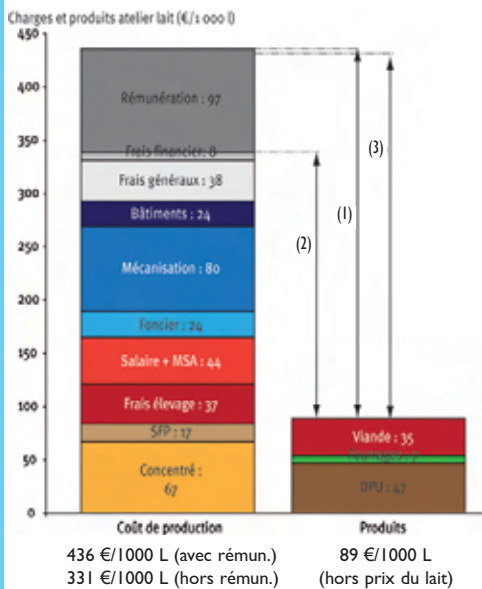
Pour ces mêmes raisons le coût de la main d'œuvre associée est plus élevé dans ces systèmes. Par contre le coût en bâtiment reste limité : le logement y est plus simple car les vaches sortent une longue partie de l'année et les structures ont certainement connu moins d'évolutions.

Le système "maxi-stock" dont les charges opérationnelles étaient plus élevées de 49 €/1000 L que le système "silo-fermé" rééquilibre son coût de production en économisant 46 €/1000 L de charges de structure.

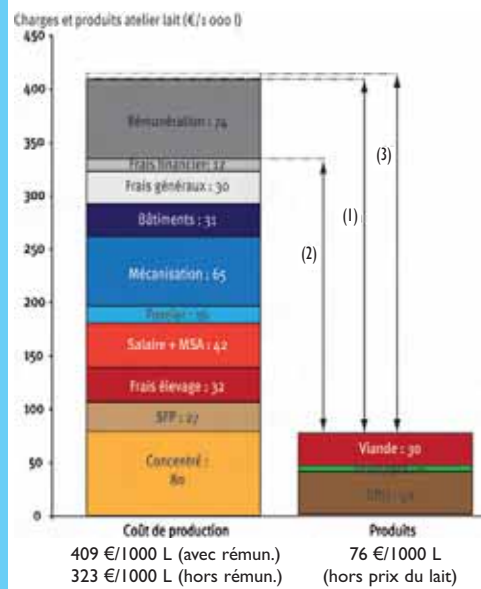
Ainsi, les coûts de production (rémunération comprise) de ces deux systèmes sont assez proches (439 et 436 €/1000 L) tandis que le système "maïs-herbe" (du pâturage sans fermeture de silo) réussit à tirer parti des avantages de son efficacité alimentaire et de la dilution de ses autres charges grâce à une taille d'exploitation assez proche des systèmes plus intensifs (409 €/1000 L).

Mais attention aux généralités car il existe à l'intérieur de chaque système, une grande variabilité, parfois plus forte qu'entre systèmes. C'est pourquoi chaque exploitation doit déterminer son propre coût de production.

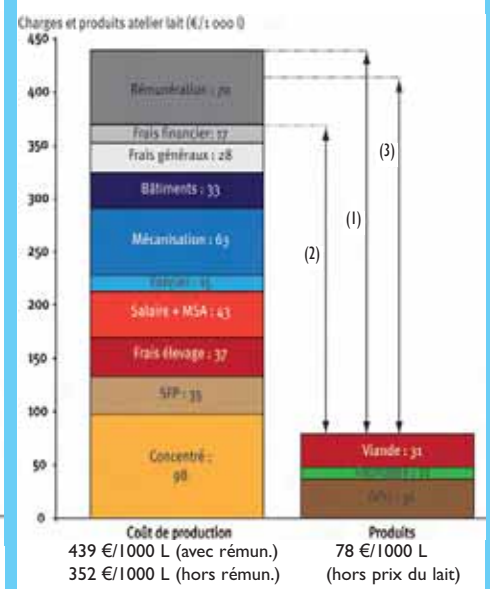
Système "silos fermés"



Système "maïs-herbe"



Système "maxi-stocks"



En déduisant du coût de production les produits viande, SFP et DPU réaffectés, on obtient deux prix du lait théoriques qu'il faut comparer au prix payé (3). **Le premier (1) indique le prix du lait nécessaire pour payer les charges et rémunérer la main d'œuvre et le capital en propre affecté au lait (150 % du SMIC et 3%). Le second (2) indique le prix du lait nécessaire au paiement des charges courantes hors rémunération.** Ces deux chiffres sont des indicateurs de la résistance des exploitations face à la conjoncture.

En 2008, les exploitations en système maïs-herbe ont touché un prix du lait supérieur à celui permettant la rémunération de base (150 % du SMIC) contrairement aux deux autres systèmes. En 2009, comme les coûts de production ont peu varié, c'est la baisse du prix du lait qui explique la situation difficile que vous vivez. Celui-ci ne permet pas de rémunérer les exploitations en système

maxi-stock et seulement à la hauteur d'un tiers de SMIC la main d'œuvre affectée au lait dans les autres systèmes !

	Silos fermés		Maïs - Herbe		Maxi - Stocks	
	prix du lait	rémun.	prix du lait	rémun.	prix du lait	rémun.
(1) rémunération 1,5 SMIC 3% du capital en propre	347	97	333	74	357	73
(3) situation 2008	338	88	343	84	334	50
(2) rémunération nulle	250	0	259	0	284	0



BOVINS LAIT

Rencontre avec le Réseau bovins lait de la Vienne

Courant septembre, les éleveurs ont décortiqué leur comptabilité 2008/2009. En plus des critères "classiques", ils se sont penchés sur leur coût de production et le prix de revient du lait. Celui-ci varie (rémunération des associés et du capital incluse) de 213 à 353 €/1000 L ! Ce sont essentiellement les charges qui sont responsables de ces différences.

Quelques réflexions prises au vol

"Ca fait peur de voir ce genre de chiffres, surtout que la situation des prix ne risque pas de s'améliorer rapidement. Il va falloir tenir".

Un éleveur relativise : "on en a connu des périodes difficiles, ça s'améliore toujours, le souci c'est d'arriver à la passer". Aujourd'hui, pour ceux dont la trésorerie n'était pas trop mauvaise, la baisse de la rémunération sert à amortir les dégâts, mais il y a un moment où on ne peut plus baisser. "Lorsqu'on atteint des rémunérations de 600 à 700 € par mois, on est au bout". Par contre, pour ceux dont la trésorerie était déjà tendue, cette période est très difficile à gérer.

"En ce moment, ce n'est pas que les prix sont si bas que ça, ce sont surtout les charges qui font très mal, on est presque sur des niveaux de prix de 2006, mais les charges ont explosé depuis".

Les éleveurs du réseau de la Vienne s'accordent à dire qu'il est indispensable de connaître et de comparer ses coûts de production. "On sait où on se trouve par rapport aux autres et il va falloir gratter les charges là où c'est encore possible. Vu que nous avons tous des marges de progrès, on va essayer de s'adapter. C'est dommage de n'avoir pas profité des périodes d'euphorie pour essayer des choses un peu plus risquées pour réduire les charges, cela aurait permis de gagner plus pendant ces périodes et d'être prêt aujourd'hui. Maintenant que les trésoreries sont tendues, c'est d'autant plus compliqué de prendre des risques !"

Les progrès vont surtout se faire sur les concentrés : Pascal et Patrice BERNARD ont déjà arrêté la VL, ils ont réduit les quantités de concentrés et se posent la question de l'achat de matière première par 25 tonnes. "C'est vraiment dommage de ne pas avoir arrêté la VL dès l'année dernière ! Nous avons cherché à faire plus de lait et au final nous n'avons pas gagné plus d'argent".

Au GAEC le Village, Bruno MERCERON a complètement arrêté le bicarbonate, la matière grasse qu'il réservait sur une courte période à son meilleur lot et diminué les minéraux. "On avait déjà des bons coûts de concentrés (62 € /1000 L vaches et génisses), aujourd'hui, je réduis tout ce qui ne me semble pas essentiel".

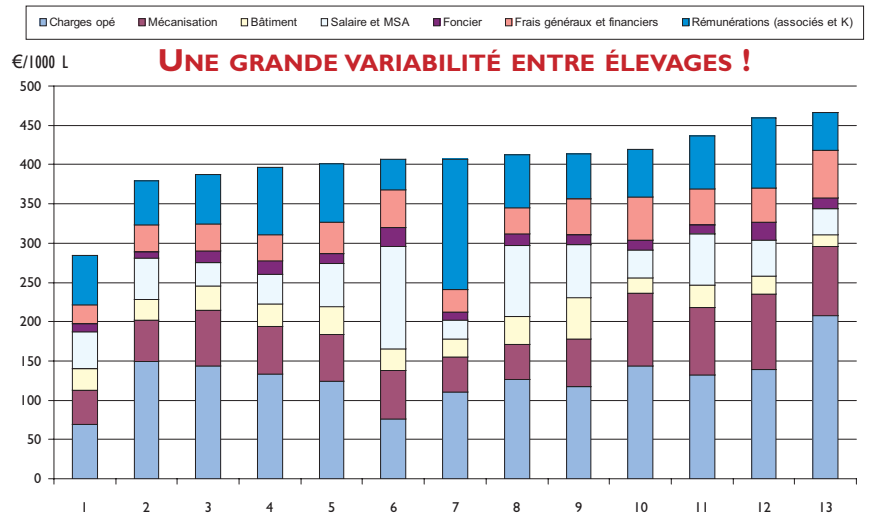
Les charges d'engrais sont également regardées de près : il y a souvent impasse sur les engrais de fond et une meilleure répartition des fumiers afin de couvrir au mieux les besoins.

De leur côté, Jacques et David réalisent un plan de fumure prévisionnel avec du fumier sur 100 % des parcelles (10 tonnes/ha), puis réadaptent pour couvrir les besoins en P et K : un peu plus de fumier ici, un peu moins sur cette parcelle. "Grâce à cela, nous économisons environ 1800 € d'engrais par rapport au plan prévisionnel, mais c'est une journée de boulot sur l'ordinateur...".

Et par rapport à une fumure sans répartir le fumier, c'est plus de 3 000 € de gagnés".



Coût de production des exploitations du Réseau Bovins Lait de la Vienne



- **n°1** : les charges sont compressées avec une réflexion initiée il y a 15 ans. Ration optimisée avec toute l'année une partie pâturage pour 100 VL.
- **n°6** : bonne maîtrise des charges avec une partie de pâturage mais 1,5 salariés qui augmente le coût de la main d'oeuvre (MSA et salaires).
- **n°7** : système tout maïs avec des charges maîtrisées mais 4 UMO pour 400 000 L de lait et donc une rémunération associés élevée.
- **n°13** : système tout maïs avec beaucoup de charges (concentrés, SFP, frais d'élevage, mécanisation) avec des marges d'optimisation importantes.

C'est également important de regarder de près les charges de structure, même si les marges de manoeuvre directes ne sont pas aussi nettes qu'avec les charges opérationnelles : réduction du travail du sol pour certains, arrêt des dérobées au Gaec le Village pour l'année 2010. "Par contre au moment de renouveler un matériel, le choix se pose de sa taille, de l'achat en neuf ou en occasion, c'est là que tout se joue !".

De même pour les bâtiments, une fois construits, la messe est dite ! Mais savoir que l'on a des charges de structure faibles ou élevées permet d'éviter de laisser une situation s'empirer en gardant la même politique d'investissement.

Méthode de calcul des coûts de production

Le coût de production de l'atelier laitier comprend les charges courantes (dont la rémunération des salariés), les amortissements (matériel et bâtiments) et les charges supplétives (rémunération du capital et rémunération de la main d'oeuvre non salariée). Ce coût doit se comparer au produit de l'atelier laitier (lait + viande + aides). La méthode de ventilation des charges utilisées par l'Institut de l'Élevage s'inspire de la méthode internationale de l'IFCN. Le calcul est strictement comptable pour permettre une comparaison de situations aussi contrastées. Ce calcul, à part pour les charges courantes, ne renseigne pas sur la trésorerie de l'exploitation qui dépend des stratégies d'investissement et patrimoniales propres à chaque exploitation ou au pays. (cf article IFCN sur la page de droite).



et dans le monde ?

Les coûts de production du lait dans le monde

L'IFCN est une association qui a pour but de "créer une meilleure compréhension de la production laitière à travers le monde".

Une cinquantaine de pays adhère à cette association dont la France. Sa principale activité est de développer et d'actualiser une base de données sur le coût de production du lait dans les pays adhérents. Celle-ci rassemble 134 cas-types bovins lait issus de 45 pays : 90 à moins de 100 vaches et 44 au delà.

A titre d'illustration, le tableau présente les résultats 2008 de quelques cas-types issus de huit pays (France, Allemagne et Angleterre pour l'Europe de l'Ouest ; Canada, USA, Brésil et Argentine pour l'Amérique et la Nouvelle Zélande pour l'Océanie). Ces cas-types ne prétendent pas être représentatifs de la diversité des situations de chaque pays, mais ils sont choisis à titre d'exemple et jugés comme des systèmes porteurs d'avenir par le partenaire concerné.

Des coûts de production allant du simple au double

Bien qu'il existe toujours un lien étroit entre le prix du lait payé et le coût de production d'un même système, plusieurs groupes se dégagent nettement.

Les exploitations de petite taille en zone de montagne (Bavière et Massif Central) ont des coûts de production très élevés : plus de 500 €/1000 L. Ces sont essentiellement les frais de mécanisation et la rémunération de la main d'oeuvre familiale qui pénalisent les coûts car ils sont ramenés à un litrage/UMO limité en zone de montagne. Contrairement à d'autres zones AOC où la valeur ajoutée liée à la transformation fromagère est forte, le prix du lait payé dans le Massif Central ne permet pas de couvrir l'ensemble des charges.

Les nouvelles aides annoncées pour les zones de montagne suite au bilan de santé de la PAC devraient compenser en partie ce manque de compétitivité mais sans permettre un complet rattrapage.



Jean-Luc REUILLOU
Institut de l'Elevage

En revanche, dans le système canadien qui a aussi des coûts de production élevés l'organisation de la filière permet de fixer un prix du lait quasi-rémunérateur (indexé sur l'évolution du coût de production avec un marché intérieur protégé et une production ajustée aux besoins intérieurs).

Du côté des coûts plus faibles, on retrouve des pays ayant engagé depuis longtemps une politique publique orientée vers des prix du lait les plus bas. **Tous ont en commun d'avoir une main d'oeuvre salariale très productive et peu coûteuse.** En Nouvelle-Zélande où la coopérative laitière Fonterra a le monopole du marché et exporte 95 % de la production nationale, le prix du lait est fixé en début de campagne et reste plutôt stable mais aligné sur les cours mondiaux. Ces systèmes cherchent à tirer les coûts alimentaires vers le bas en maximisant le pâturage sur des surfaces fourragères gérées de façon intensive (fertilisation et irrigation).

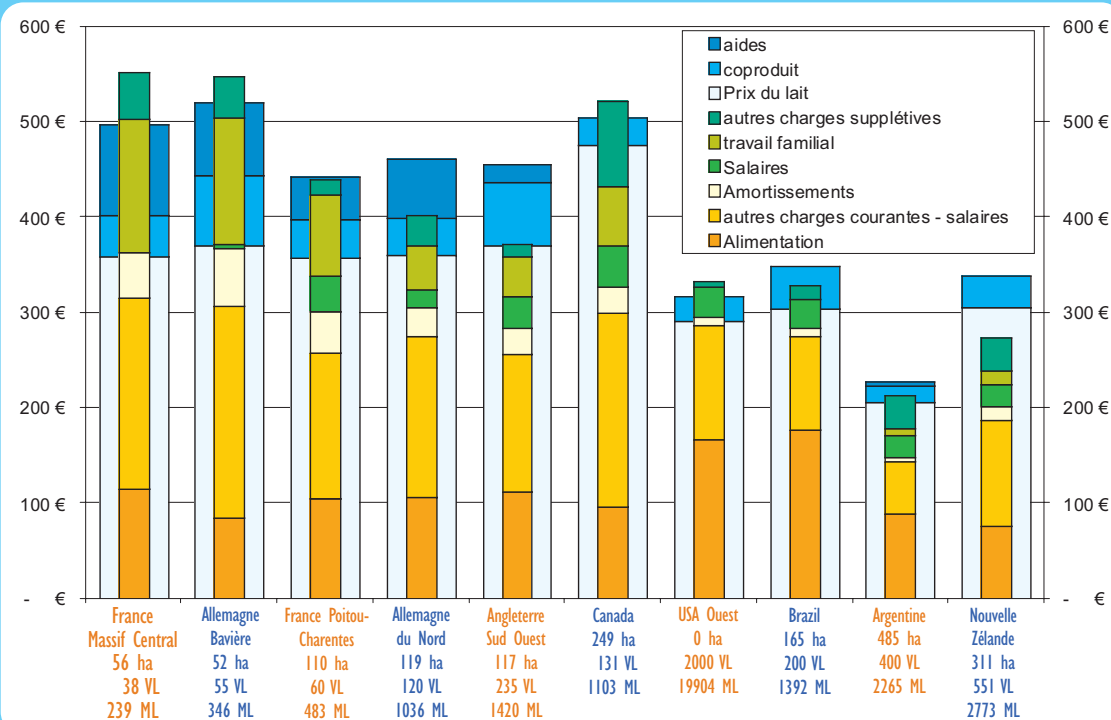
En Argentine, le prix du lait est maintenu très bas par des mesures de protection du marché intérieur (taxes) pour éviter des mouvements sociaux. Les exportations

sont donc quasi inexistantes. Le coût de production, l'un des plus faibles au monde, repose sur une bonne autonomie alimentaire, très peu d'investissements et des salaires très faibles.

Dans ces systèmes, les charges alimentaires (concentré + fourrage) ne sont pas beaucoup plus basses qu'en Europe : 89 €/1000 L pour l'Argentine, 77 €/1000 L pour la Nouvelle-Zélande, 85 €/1000 L pour les Pays Bas contre 100 à 107 €/1000 L en Allemagne et en France. Certains systèmes de type «ration sèche» (2000 VL sans surface aux USA) mis en place dans un contexte de prix des céréales et du soja faible posent d'ailleurs aujourd'hui beaucoup de questions. En 2008, le coût alimentaire y atteint 167 €/1000 L (cas type californien) et jusqu'à 177 €/1000 (système brésilien).

C'est donc bien sur la gestion des ressources humaines que se fait la différence. Nos systèmes reposent sur de la main d'oeuvre familiale

avec une plus faible productivité du travail et des besoins de rémunération élevés alors que les autres systèmes emploient des salariés à bas coût. En fonction de la conjoncture, ces exploitations plus flexibles intensifient plus ou moins leur système pour adapter la production laitière au contexte et ils réajustent leur personnel comme une autre variable technique, ce qui est difficilement envisageable chez nous. C'est alors la rémunération des associés et à terme la qualité de vie qui en subissent les répercussions !



Malgré des systèmes très différents, les charges courantes restent assez proches. Avec ce critère, le cas type français « Poitou-Charentes » se situe dans la moyenne.

Dossier réalisé par

Arnaud Mouillet - CA 86

Christophe Mauger - CA 17

Céline Saint Jean - CA 86

Nicole Bossis - Institut de

l'Elevage

JL. Reuillon - Institut de l'Elevage

CAPRINS

Dans un récent article du monde intitulé "La statistique est en train de sortir de la "dictature de la moyenne", Jean-Philippe COTIS, économiste et directeur général de l'INSEE expliquait que son Institut accorde de plus en plus d'importance aux données individuelles et à l'explicitation de la dispersion. La première analyse des données économiques 2008 des exploitations du réseau d'élevage caprin nous encourage à travailler de la même façon. Les disparités déjà souvent mises en avant dans le secteur caprin s'accroissent encore plus quand la conjoncture s'emballe.

Si en moyenne, le revenu disponible par UMO familiale est le même qu'en 2007, certains éleveurs perdent parfois beaucoup et d'autres gagnent.

La moitié des éleveurs voit leur revenu chuter en moyenne de 20 000 € et ils obtiennent au final 12 000 €/UMO de revenu. A l'inverse, 40% d'entre eux ont un revenu qui progresse de 21 000 € pour s'établir à 40 000 €.

Les autres éleveurs ont des revenus stables.

Accroissement du produit chez deux tiers des éleveurs

Chez ces éleveurs, le produit d'exploitation augmente en moyenne de 52 000 € (soit plus 24%) avec une bonne tenue du prix des céréales et une augmentation du produit de l'atelier caprin. Si le prix du lait augmente chez tous : 58 €/1000 L en moyenne, la production par chèvre est beaucoup plus hétérogène. Un tiers des éleveurs enregistre une chute de production de 90 L/chèvre en moyenne et près de 20% gagnent 136 L/chèvre. Si effectivement la mauvaise qualité des



Nicole BOSSIS
Institut de l'Élevage

fourrages a pesé sur les résultats, l'analyse des résultats individuels rend difficile l'interprétation. Les évolutions à la hausse ou à la baisse ne peuvent être reliées ni à un système ni à un niveau de production initial. Malgré cette hausse du produit, l'EBE baisse dans près de trois élevages sur cinq.

Hausse des charges opérationnelles chez tous les éleveurs.

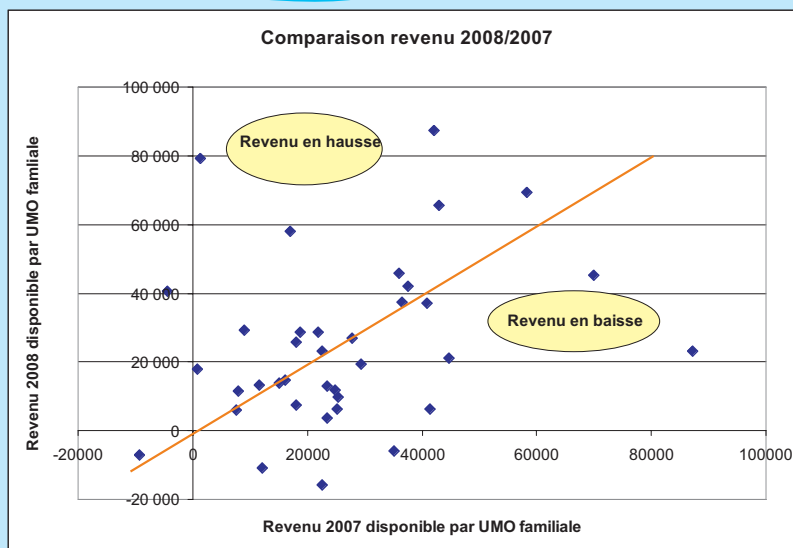
Même constat chez tous, les charges opérationnelles ont progressé en moyenne de 26 % soit 20 000 € de plus.

Le prix des concentrés achetés a augmenté de 50 €/T et la majorité des éleveurs a distribué davantage de concentrés, près de 130 kg de plus/chèvre. Le montant des engrais a également fait un bond avec une hausse de 43%.

Quant aux charges de structure, elles continuent inexorablement leur progression.

La hausse de revenu enregistrée chez 40 % des éleveurs s'explique par la hausse du produit (30 % de produits en plus liés à l'atelier céréales et à la hausse du litrage). A l'inverse, les éleveurs dont le revenu

chute ont un produit qui baisse lorsque le litrage par chèvre baisse et que les autres produits sont en chute libre (maïs grain, hors-sol...).



Perspectives 2009

A système constant, par le seul effet de l'évolution du cours des produits et des charges, on enregistrerait une évolution des revenus sur cas types spécialisés comprise entre -1 et +17% entre 2007 et 2009. Compte tenu de la conjoncture, les systèmes mixtes "caprins et cultures de vente" et "caprins et bovins viande" enregistreront des baisses plus fortes de revenu.

Une simulation réalisée sur l'échantillon des exploitations du RICA, et reposant sur des évolutions identiques du prix des charges et des produits, fait état d'un revenu moyen quasi stable (+1%) entre 2007 et 2009.



Sandra, Jean-Michel et Noël BAILLARGEANT
3 associés
4 ha de SAU
500 chèvres de race Alpine
"Vers de l'achat de fourrage sur pied et une ration fermière"

L'exploitation a intégré le réseau des fermes de références caprines de la Vienne en 2007.

Pourquoi avez-vous accepté de rejoindre les éleveurs caprins du réseau ?

"Nous sommes de jeunes éleveurs et nous avons besoin de points de repères. On discute avec notre comptable des résultats de l'exploitation mais partager nos chiffres avec d'autres éleveurs et pouvoir discuter ça apporte beaucoup.

Ce qui nous a attiré c'est de rencontrer des éleveurs qui acceptent de partager leurs expériences, cela nous rassure sur nos choix."

La remise de résultats s'est déroulée au mois de juin, qu'en avez-vous retenu ?

"Avec 329 €/1000 L de coût de concentré, nous sommes largement au dessus de la moyenne du réseau. Cela tient au système "paille-

concentré" choisi lors de notre installation. L'achat de deshydratés se cumule avec celui des fourrages qui représente 24 €/1000 L. Notre coût alimentaire est ainsi de 359 €/1000 L contre 270 pour le réseau de la Vienne. C'est pourquoi nous faisons évoluer notre système en achetant des matières premières pour préparer une ration type fermière et en achetant du foin sur pied."

Vos résultats économiques ont-ils évolué ?

"Sur les fermes du réseau, la marge brute moyenne de l'atelier s'est maintenue : 369 €/1000 L. Pour nous elle s'est améliorée en passant de 297 à 362 €/1000 L car les chèvres ont fait plus de lait qu'en 2007 payé à un meilleur prix. Notre efficacité économique est bonne avec 31% d'EBE/Produit. Néanmoins notre revenu est pénalisé par les annuités de l'exploitation car nous sommes de jeunes éleveurs et nous avons investi pour avoir un bon outil de travail."

Quelles sont vos perspectives ?

"Aujourd'hui notre coût de ration est optimisé, on peut toujours s'améliorer mais notre marge de manœuvre est très faible car nous sommes des éleveurs spécialisés. Grâce au travail avec le réseau, nous serons plus vigilants sur le coût de production des chevrettes et plus généralement sur chaque poste de dépense car notre seul revenu c'est le lait."



Appui technico-économique des éleveurs

- En production bovins-lait :

Le Groupement Promotion Lait Viande Charentes-Poitou met en place une action d'appui technico-économique "**Connaître son coût de production et agir pour l'améliorer**".

Cette action s'adresse aux producteurs qui ne sont pas actuellement engagés dans un dispositif d'appui technico-économique. Conditions d'accès : avoir eu des numérations cellulaires supérieures à 300 000 cellules pendant au moins 3 mois de l'année, et adhérer à la Charte.

- En production caprins-lait :

Les éleveurs peuvent bénéficier d'un diagnostic de l'atelier caprin et d'un suivi technique adapté dans le cadre du programme "**Bien vivre du lait de chèvre**".

Les programmes d'appui technique bénéficient du soutien financier de FranceAgriMer.

Contacts :
Chambres d'Agriculture,
Contrôles laitiers,
Laiteries, BTPL

bovins

caprins

Point des adhésions chartes en Charentes-Poitou (Poitou-Charentes + Vendée)



Chartre
des Bonnes Pratiques :
2037 (lait et mixte)



AOC : **1006**



Code Mutuel des Bonnes Pratiques :
629

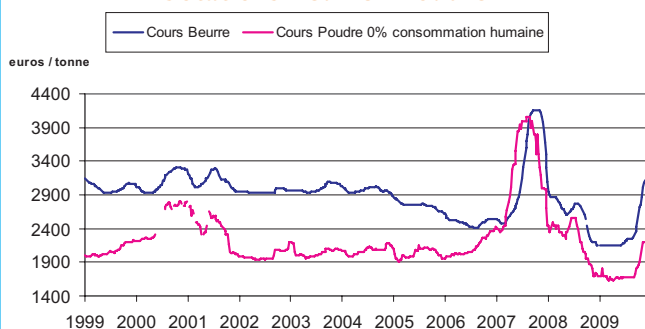
Baromètre : Prix moyen payé au producteur en Poitou-Charentes

	2007	2008	2009
1 ^{er} trimestre	291	389	304
2 ^{ème} trimestre	253	314	256
3 ^{ème} trimestre	305	346	262
4 ^{ème} trimestre	367	323	
Année entière	302	344	
3 1 ^{ers} trimestres	282	350	275

	2007	2008	2009
1 ^{er} trimestre	545	610	627
2 ^{ème} trimestre	469	544	555
3 ^{ème} trimestre	521	592	602
4 ^{ème} trimestre	654	711	
Année entière	530	601	
3 1 ^{ers} trimestres	506	578	590

Le prix du lait est calculé par le SCEES après enquête mensuelle des laiteries. C'est un prix du lait moyen payé au producteur, toutes primes comprises et toutes qualités confondues. Attention, il ne prend pas en compte les compléments de prix. Les données 2009 sont provisoires.

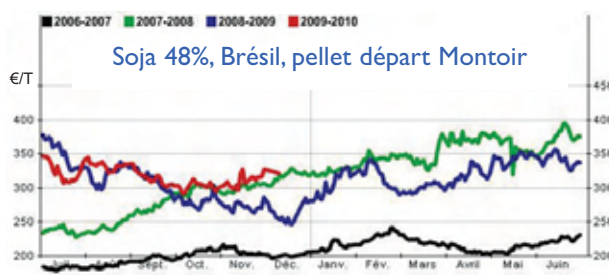
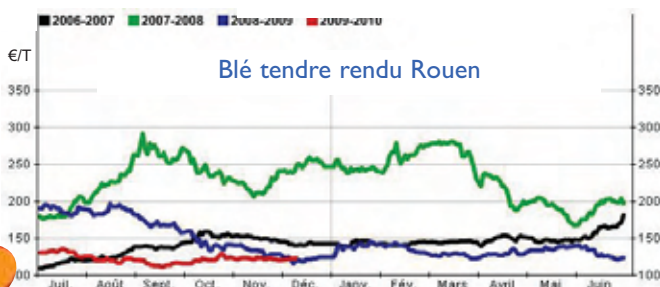
Cotations Beurre - Poudre



Source ONILAIT

Collecte du lait de chèvre (source FranceAgriMer)

Cumul en milliers de litres		2007	2008	2009 (évolution 08-09)
Poitou-Charentes	Janv - sept	197 983	194 392	206 736 (+ 6,47 %)
	Janv - déc	234 197	233 214	
Pays de la Loire	Janv - sept	58 087	59 488	65 817 (+ 10,6 %)
	Janv - déc	69 405	72 019	
France	Janv - sept	368 093	364 938	392 603 (+ 7,6 %)
	Janv - déc	438 869	440 803	



Avec le soutien financier de FranceAgriMer, du CRIEL Charentes-Poitou et du BRILAC